



L'heure est à l'unité pour défendre les acquis fondamentaux des travailleurs des secteurs privés et publics. **L'heure est à organiser, en intersyndicale et dans toutes les filières professionnelles, une union large et massive afin de ne pas voir s'écrouler tous les droits pour lesquels des générations de travailleurs et travailleuses ont lutté** : droit à un contrat de travail stable, pérenne, afin de pouvoir vivre sans angoisse de perdre tout moyen de subvenir à la vie familiale et personnelle, droit à une compensation matérielle significative en cas de licenciement abusif, droit à une protection collective dans son statut de salarié pour ne pas se retrouver seule face à son employeur...

Tous les moyens nous paraissent légitimes pour conserver ces droits mis à mal par les réformes prévues par la loi Travail et ses modifications. Tous les moyens possibles doivent être utilisés par les structures syndicales, qui sont les garantes aux yeux des salariés de ces droits, de ces acquis sociaux et de leurs espoirs d'une vie meilleure et plus juste.

Tous les moyens, dont la grève, doivent être assumés par nos organisations afin de défendre celles et ceux qui, quoique les plus nombreux, restent les plus exploités !

La grève n'est pas une perte de temps car elle est le moyen le plus direct d'affirmer qu'une entreprise, une usine, un service public, n'est rien sans les salarié-es qui la compose. La grève rappelle la réalité que le patronat veut nous faire oublier : **ce monde n'est pas leur monde mais le nôtre !** Et la grève, nous le savons particulièrement bien, nous Guyanais-es, après les mouvements sociaux de mars et d'avril, est un moyen très fort d'arrêter la machine, de la regarder, de se l'approprier et de la réinventer.

La grève n'est pas un outil que brandissent des gens « irresponsables », elle n'est pas un bien qu'on thésaurise, elle n'est pas une monnaie d'échange avec le patronat.

Tous les syndicats qui se disent responsables doivent se sentir responsables de l'état social, de la misère, de la souffrance de tous les gens qui vivent en Guyane et pas seulement des personnes qui travaillent dans une branche ou un secteur d'activités. C'est parce que nous avancerons unis au nom de tous que nous parviendrons enfin, peut-être, à être vraiment utiles pour tous les salarié-es ainsi que pour les générations futures.

Alexandra Cretté

Secrétaire SUD éducation Guyane

Alexandre Dechavanne

Secrétaire départemental FSU Guyane